

# Les feuillets de l'wazo

## Feuillet n°3

### Le parlement et la rue

« En théorie, un gouvernement travailliste pourrait être élu avec une forte majorité et instaurer immédiatement le socialisme par un Acte du Parlement. En pratique, les classes privilégiées se rebelleraient, sans doute avec succès, parce qu'elles auraient dans leur camp la plus grande partie des fonctionnaires en poste ainsi que les hommes-clés des forces armées »

George Orwell,

The Left news (les nouvelles de gauche), 1941



« c'est comme changer les joueurs mais ni de terrain ni de genre de jeu »

Virginie Despentes,

Rien ne me sépare de la merde qui m'entoure.

Peut-on voir dans les législatives un levier pour soutenir des ambitions révolutionnaires ? Quel(s) espoir(s) peut-on avoir de cette « union » à gauche ? Comment se projeter dans un contexte où la gauche parlementaire aura repris un peu de place ? La cohabitation (c'est à dire un gouvernement Mélenchon sous la présidence Macron) est-elle plus souhaitable qu'une gauche en premier groupe d'opposition, (c'est à dire une gauche non majoritaire au sein du parlement, donc qui ne fait pas les lois, mais qui détient un grand nombre de sièges et des postes de fonctionnement parlementaire importants) ?

Quel que soit le modèle politique des terres sur lesquelles nous vivons, la façon dont les rapports entre les humain-e-s (et non humain-e-s) y sont concrétisés est le point de départ de toute volonté de transformation. Autrement dit, pour se donner plus de chance de réaliser nos rêves et nos ambitions, mieux vaut avoir les pieds sur terre ! Mais est-il judicieux de former des rêves réalistes, a priori atteignables ? Doit-on se cantonner à espérer le moins pire ?

Rêver ne consiste pas à se croire ailleurs, mais à chercher les moyens concrets pour s'y rendre. La réalité matérielle et immatérielle de nos existences, c'est à dire nos conditions de vie, notre culture, nos relations sociales et notre manière de penser, constituent le point de départ du chemin à parcourir, quel que soit l'objectif donné.



Quand on s'allie pour atteindre un tel objectif, beaucoup de choses sont facilitées ou deviennent possibles quand elles n'étaient pas envisageables de manière isolée .

Un tel poncif (lieu commun) nourrit les espoirs de transformations sociales comme lors de mouvements sociaux où nous redoublons d'énergie, d'enthousiasme et de créativité. C'est souvent là qu'apparaissent les événements les plus improbables et les plus

mémorables. C'est de ces périodes où le temps ne compte plus parce qu'un grand nombre de personnes se retrouvent en même temps avec une cible commune, malgré les désaccords et dissensus, et font corps, bon gré mal gré, dans la multiplicité des tactiques. Les divers terrains de lutte, la multiplication des fronts, et l'usage abouti et assumé de ce foisonnement, constitue la plus grande force de toute velléité (volonté) politique populaire à changer le cours des choses.

On peut penser à l'ampleur des assemblées sauvages à plusieurs centaines voir des milliers de personnes dans toutes les géographies; des actions d'une infinité de petits groupes ; des discussions partout tout le temps ; des conflits et des projets communs jusque dans les campagnes, jusque dans les quartiers, dans les entreprises, les institutions.

Il n'y a plus d'élection qui provoque cette fièvre puisque la charge révolutionnaire de la représentativité fut éteinte par des représentants politiques et syndicaux entre la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle (soit après la révolution de 1848) et 1982<sup>i</sup>.

Mais par ailleurs, on ne vote pas pour ou contre une révolution, ce sont les choix d'un mouvement, dans le sens du déplacement politique et du rapport de force, qui font de lui une révolution. C'était bien là toute la supercherie de Mitterrand, prétendant en 1981 faire entrer avec lui dans l'Élysée la révolution socialiste. Un an plus tard, par choix et non par contrainte, il prend le virage libéral que lui indiquent Thatcher et Reagan (les deux virages libéraux les plus radicaux d'après la seconde guerre mondiale)<sup>ii</sup>, pour nous mettre sur des rails que nous n'avons pas quittés depuis.

Les seules avancées politiques notables, nous les devons toujours d'abord aux combats menés depuis les bases, que ce soit dans le cadre du travail ou dans la rue. Pas de secret, pour se faire entendre et changer les choses : la grève, la rue, partout, longtemps !

L'idéal serait encore de se lier pour un projet politique commun avant de s'opposer communément à une politique néfaste. Car cette dernière apparaît comme cible naturelle avec davantage de force quand la perspective commune nous ancre dans le temps avec passion.

À défaut, on se passionne le dimanche des résultats électoraux tentant de rattraper dans les urnes ce qu'on n'a pas eu dans la rue<sup>iii</sup>. On se laisse prendre au jeu, on se console de nouveaux espoirs à gauche, encore une fois en France : Mitterrand, Jospin, Hollande... Mélenchon, même si après 36 et le CNR, par les voix autorisées, on ne fait que tenter de défendre des conquies sans rien ajouter de significatif.

On pourra parler de Syriza, l'équivalent de la France Insoumise en Grèce, de Podemos en Espagne après le mouvement des Indigné-e-s, ou encore de la constituante en Islande suite à la crise économique de 2008.

Le décalage qu'il y a entre la visibilisation d'un discours de gauche et l'abrutisme auquel on nous a habitué depuis quelques temps rendrait inespérée la séquence politique actuelle.

Mais la situation politique, le contexte écologique et social, posent le décalage dans lequel nous sommes. Nous ne semblons pas réellement ou pas suffisamment prendre la mesure de l'urgence de la situation, le GIEC annonçant 3 ans de remise en question radicale. En clair, un arrêt du travail productiviste, aussi total que lors du confinement, pour empêcher une augmentation de chaleur irréversible.

Dans ce contexte, quel programme ? L'essence pour le strict nécessaire, on relocalise tout, on met en commun, on fonctionne ensemble.

Ce n'est pas d'une réforme libérale, ni d'un adoucissement capitaliste dont nous avons besoin, c'est de leur fin ! Et plus nous serons organisé-e-s, plus nous saurons faire face aux bouleversements induits par la fin de ce système politique, social et culturel : préservation des services publics, engagement massif dans la production alimentaire locale, redistribution des terres, fin du productivisme etc.

La NUPES pourrait-elle contribuer à nous conduire sur un tel chemin ?

On peut en douter. Non seulement la NUPES n'est pas anti-capitaliste ni révolutionnaire mais, chantant son potentiel socialiste et écologiste, si elle parvenait à la majorité (ce qui semble peu probable) aurait très probablement pour effet de nous laisser nous reposer sur nos lauriers, comme ce fut le cas avec Mitterrand. Sans réclamer le pire, le moins pire est-il la meilleure option ? A t-on encore besoin de promesses et d'espoir ou de force et d'élan ?

Bien sûr, passer de la macronie et une mélanchonie aurait quelques conséquences directs bénéfiques : moins de pire, plus de mieux. Mais pour qu'un tel gouvernement puisse être effectif, la seule volonté sera bien insuffisante et le temps manquant pour atteindre un idéal social-démocrate (un projet auto-limitant et paternaliste). Rendre ses ambitions programmatique applicable paraît compliqué sans un engagement populaire massif, et pourtant, il ne s'agit pas non plus d'un programme radical.

Pour l'instant, leur action bénéfique aura été de redonner un peu de place dans le débat à la possibilité d'un aménagement sociale du capitalisme...

Non, ce n'est pas d'une majorité parlementaire dont on a besoin, mais d'une grève générale ! À ce moment là, une force d'opposition conséquente dans le parlement pourrait devenir intéressante, soutenant dans les institutions les dynamiques

réellement populaires. Mais ces dernières devront toujours tirer la couverture à elles et ne pas être en demande mais en position d'imposer leur orientation. Autrement dit, que le mouvement irrigue l'assemblée qui suivrait ce qui se passe dans la rue ; l'inverse étant impossible, en témoigne le niveau historique de l'abstention.

En revanche, s'ielles sont aux manettes, point de mouvement, la déception et le désespoir en prime, car sans impulsion populaire forte, pas de changement politique et sociaux conséquent, que des espoirs déçus.

D'ailleurs, les sièges ne sont pas encore occupés, et même avant que ne commencent les législatives, on apercevait déjà les déceptions et les premières micros trahisons.

La France Insoumise (LFI), organe politique inexistant sans son chef, a toujours tenu le même discours sur de possibles coalitions : ensemble mais derrière nous. LFI a donc toujours refusé de discuter en d'autres termes que les siens. Si cela ne manque pas de cohérence, cette stratégie s'est révélée gagnante dans le rapport de force électoral mais cela pose aussi les perspectives politiques. « On n'a jamais accepté les mains tendues, mais si vous refusez la notre aujourd'hui, votre parti est morts ». Ce n'est qu'une fois vaincu que l'on se soumet. Les règles sont alors celles du vainqueur et leurs définitions et l'acceptation de celles-ci par les vaincus épargnent à ces derniers la sentence ultime. D'où le « choix » des partis de gauches à rallier l'Union populaire avec un vernis démocratique de négociations et l'ajout du terme « nouvelle ». On ne trouve donc rien de fondamentalement différent des grands principes qui régissent la vie politique dominante : la loi du plus fort, la soumission, la domination. Mais la gauche, au moins, peut se parer de bonnes intentions, particulièrement la frange dissidente de LREM qui a rejoint la NUPES par un évident opportunisme.

À l'aune de cette considération, nous pouvons également juger de la forme d'organisation que prend déjà cette alliance, entre renoncements et trahisons.

Le processus qui a conduit à la NUPES est aussi éclairant à certains égards : par exemple l'invitation du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) mais sans proposition de siège, met au jour le renoncement au discours politique qui était tenu sur la proportionnelle (le fait de proposer autant de siège parlementaires que de voix exprimées). De plus, on notera l'absence de représentation des quartiers populaires (2 % des candidat-e-s investis viennent des quartier, alors que la seime saint Denis à elle seule représente 3,4 % des suffrages exprimés pour J.-L. Mélenchon aux dernières présidentielles) au profit de candidats PS ou de personnalités parachutés dans des régions. Même si ce dernier point n'est pas de grande importance puisque l'action des députés n'est pas agissante sur leur circonscription mais à l'échelle nationale depuis le parlement, on remarque que la NUPES a offert plus de 70 sièges au PS.

Leur prouesse ne tient donc pas tant au courage politique ni à la détermination démocratique, mais bien à la persistance du plus fort. Elle a su tirer profit de son image de révolté sans pourtant porter un discours radical (bien moins radical que le Programme commun de Mitterrand, Marchais et Fabre en 1972). On trouvera bien

quelques personnalités liées à des luttes populaires, radicales et anticapitalistes, mais de manière relativement minoritaire, même au sein des bases.

La NUPES ne portera pas de changement politique profond, notamment en suivant cette croyance selon laquelle la politique se fait par les politicien-ne-s. Les bouleversements de 36 et de 68 sont le fait de l'ampleur des mouvements ouvriers et étudiants qui les auront permis. Et il convient de questionner le rôle des politiques dans la fin de ces mouvements politiques réellement populaires et au haut potentiel révolutionnaire.

Si ces professionnel-le-s de la politique veulent le pouvoir, quelles que soient les améliorations sociales que cela pourrait apporter, ce n'est pas pour nous le redonner ensuite. D'ailleurs, quand on en prend, ils font régulièrement partis de ceux qui nous somment de le rendre pour mieux le gérer.

La NUPES, Renaissance, ou le RN ne changent pas nos objectifs, ils changent parfois nos alliances, éventuellement nos stratégies, le rythme et l'intensité des conflits. Le terrain et son contexte libéral, capitaliste, colonial et patriarcal est le même.

Quelle place donner alors à des élections où l'on peine à trouver du sens à la représentativité ? où la participation se fait par défaut ? les choix se tournent vers « le plus moins pire » ? où le fait d'être élu-e n'engage pas à tenir un mandat ? où la recherche d'intégrité est si promptement digérée par des choix d'un autre ordre de grandeur, celui de l'État et de l'électoratisme, imposant sa respectabilité et donc sa démagogie ? où les compromis se transforment bien souvent et structurellement en compromissions ?

Toutes les personnes qui se sont déplacées pour la première fois aux urnes ou qui y retournent pour la première fois depuis si longtemps, risquent, une nouvelles fois, de trouver leurs espoirs déçus et seront toujours plus difficile à remobiliser.

L'abstention, pour massive qu'elle soit, n'en demeure pas moins non-organisée. Il y a là un immense manque à gagner et, clairement, comme un appel sourd de la nécessité d'un projet politique réellement populaire, concret, ouvert, large, inclusif et en cela radical. Beaucoup de ces propositions existent déjà, mais manquent encore trop de moyens.

Ce sera l'objet du prochain feuillet.

Annexe :

Sans s'arrêter des heures à la comparaison Mitterrand-Mélenchon, notons tout de même, puisque Mélenchon en est un grand admirateur, le combat pré-electoral de Mitterrand contre De Gaulle dans son pamphlet « le coup d'État permanent », et la volonté de s'inscrire dans une opposition radicale. Le « Napoléon le petit » de Victor Hugo, inspira à Mitterrand la critique d'un pouvoir personnel de De Gaulle, lié à son opposition au pouvoir que De Gaulle se conférait en écrivant la 5<sup>e</sup> république. La fameuse « monarchie présidentielle » vu à raison comme l'instauration d'un pouvoir

personnel de De Gaulle. Mais une fois que Mitterrand eut accédé au-dit poste et donc élu par le biais du scrutin universel à deux tours, Mitterrand n'y changea rien, préférant « laisser à l'histoire les controverses du passé » héhé

Aujourd'hui, c'est encore contre le présidentielisme que Mélenchon propose sa 6<sup>è</sup> République. Son dégageant du poste de député marque bien sa volonté d'obtenir le poste de premier ministre : il met tout sur le tapis, il mise tout ! Mais alors, revenons sur cette nouvelle union partisane qui, sans le présidentielisme Mélenchonnesque, n'existerait pas.

Ce sont en fait plusieurs partis et alliances créés par cet homme qui allait de ruptures en redéfinition (Parti de Gauche, Front de Gauche, la France Insoumise, l'Union Populaire et enfin la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale). Naviguant de manière mi-convaincue mi-démago pour se frayer un chemin et des alliés, il pousse à gauche pour une vraie sociale-démocratie à la Mitterrand, pas de vulgaires trahisons à la Hollande. Ce travail aura pour intérêt de remettre un peu sur le devant de la scène de manière sporadique mais manifeste un discours, disons, de gauche. C'est ainsi qu'il se donne une allure d'outsider, bien qu'il soit un éléphant (un ancien) du parti socialiste.

P.-S.

La photo des ouvrières en grève : au Paray-le Monial, 1936  
Source : Musée P. Charnoz trouvée sur le site

L'illustration dans le texte est une photo des ouvriers de l'usine Breguet, très peu syndiquée, de laquelle deux ouvriers se sont fait virer parce qu'ils avaient refusé de travailler le 1er mai. Cette grève qui débuta le 9 mai, lança le mouvement de 1936 dans toute la France.

- i Article club de mediapart : <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/100521/10-mai-1981-tournant-neo-liberal-francafrique-retour-sur-la-trahison-mitterrand>
- ii C'est le tournant de la rigueur : il licencie, met un point final à l'indexation des salaires sur les prix etc. cf. [https://wikirouge.net/Mitterrand\\_et\\_le\\_tournant\\_de\\_la\\_rigueur#Coup\\_de\\_pouce\\_salarial](https://wikirouge.net/Mitterrand_et_le_tournant_de_la_rigueur#Coup_de_pouce_salarial)
- iii « Pour beaucoup de jeunes et de travailleurs, la perspective de voir la gauche accéder à la présidence de la République représente l'espoir de gagner une représentation politique. Mais son élection, loin de constituer une victoire pour les travailleurs, aura alors pour but de canaliser ces luttes sur le terrain institutionnel et était surtout une traduction de l'espoir des classes populaires d'obtenir dans les urnes un peu de ce qu'elles n'avaient pas pu gagner dans les luttes. » Article club de mediapart : <https://blogs.mediapart.fr/jean-marc-b/blog/100521/10-mai-1981-tournant-neo-liberal-francafrique-retour-sur-la-trahison-mitterrand>